



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 06 novembre 2025

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a abaissé son taux d'intérêt directeur de 25 points de base, pour le porter à 7,25 %, dans un contexte de fortes incertitudes économiques.

Comme prévu par le consensus de marché, Banxico a procédé à la 8^{ème} baisse de taux de l'année, alors que la baisse de l'activité enregistrée au T3 2025 (-0,3 % g.t.) alimente les craintes de récession.

La décision a été une nouvelle fois controversée, le vice-gouverneur, Jonathan Heath, s'étant proposé en faveur d'un maintien du taux d'intérêt directeur à 7,50 %. L'inflation continue en effet de stagner depuis le début de l'année et s'est établie à 3,76 % g.a. en septembre, sur fond d'accélération continue de l'inflation sous-jacente.

Le consensus de marché prévoit une nouvelle baisse des taux de 25 points de base d'ici la fin de l'année, qui porterait le taux directeur à 7 % (contre 10 % fin décembre 2024).

LE CHIFFRE A
RETENIR

7,25 %

Taux de politique
monétaire au 6 novembre
2025

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Selon le dernier sondage du quotidien *El Financiero*, la présidente Claudia Sheinbaum conserve un soutien populaire solide, avec 70 % d'approbation après un peu plus d'un an de mandat. Ce niveau de soutien, bien qu'élevé, s'accompagne toutefois d'une hausse de la désapprobation, qui atteint désormais 30 %, soit trois points de plus qu'en août et le double du taux enregistré au début de l'année. Malgré la légère érosion de la popularité de la présidente, une majorité de Mexicains (59 %) juge positivement la réponse du gouvernement face aux inondations meurtrières du mois dernier. En revanche, la gestion de la corruption reste le principal point faible : 82 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement s'en occupe mal ou très mal. Le combat contre le crime organisé recueille également 85 % d'opinions défavorables, tandis que la sécurité publique est jugée négativement par 59 % des sondés. Parmi les attributs personnels, l'empathie de la présidente demeure la qualité la mieux perçue (63 % d'opinions favorables), devant l'honnêteté (59 %) et le leadership (59 %). Les programmes sociaux restent le domaine le mieux évalué, avec 81 % d'opinions positives. Le sondage, réalisé entre le 15 et le 28 octobre 2025 auprès de 1 000 personnes, présente une marge d'erreur de 3,1 % et un niveau de confiance de 95 %.

Le Mexique a été choisi pour accueillir le sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en 2028, à l'issue d'une décision unanime des dirigeants des 21 pays membres réunis à Gyeongju, en Corée du Sud. Il s'agira du premier sommet de ce type organisé dans le pays depuis plusieurs décennies. Selon le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, ce choix « *permettra au Mexique de se consolider comme un pont stratégique entre les Amériques et l'Asie* », dans un forum qui regroupe des économies représentant plus de 60 % du PIB mondial et près de la moitié du commerce international. Il a souligné que cette désignation traduit la confiance de la communauté internationale dans la stabilité et la capacité organisationnelle du Mexique, en soutenant par ailleurs que la présidence de l'APEC en 2028 offrira une vitrine diplomatique et économique majeure pour le pays. En outre, en marge de la réunion à Gyeongju, Marcelo Ebrard a tenu plusieurs réunions bilatérales avec des responsables américains, notamment les secrétaires au Commerce et au Trésor. Il a indiqué que les discussions avaient permis de faire « *de nouveaux pas en avant* » dans la résolution de différends commerciaux, dans la perspective de la révision du T-MEC prévue pour 2026.

D'après le US Census Bureau, le Mexique a payé en moyenne un tarif douanier équivalant à 4,7 % de la valeur de ses exportations vers les États-Unis en juillet 2025, soit le deuxième taux le plus bas après celui du Canada (2,9 %), et a renforcé sa part de marché dans les importations américaines. Malgré l'accord préférentiel conclu avec les États-Unis, le Royaume-Uni a pour sa part enregistré un taux moyen de 5,6 %, tandis que la Corée du Sud (12,6 %), le Japon (14,3 %) et le Cambodge (14,4 %) —pays avec lesquels des accords ont été conclus récemment— ont vu

leurs exportations soumises à des taux supérieurs à 10 %. Ces données témoignent de l'avantage relatif, soutenu par les dispositions du T-MEC, que le Mexique a conservé par rapport à d'autres partenaires commerciaux des États-Unis. En conséquence, malgré le contexte d'incertitudes commerciales et tarifaires, le Mexique a accru sa part de marché dans les importations américaines d'un point de pourcentage, passant de 14,5 % en juillet 2024 à 15,5 % en juillet 2025. L'accès préférentiel accordé par le T-MEC a en outre permis au Mexique de gagner du terrain dans des secteurs clés entre janvier et juillet 2025, comme les secteurs automobiles, de machinerie industrielle, d'équipements médicaux et de boissons. Pour rappel, en vue de la revue du T-MEC prévue pour mi-2026 le Mexique, les États-Unis et le Canada traversent une étape clé de consultations publiques auxquelles participent les acteurs du secteur privé et de la société civile. Au Canada et aux États-Unis, la période de réception des commentaires s'est achevée le 3 novembre, tandis que le Mexique maintiendra sa consultation ouverte jusqu'au 15 novembre, avant de commencer l'analyse des résultats.

Les envois de fonds (*remesas*) ont enregistré une baisse de 5,5 % g.a. entre janvier et septembre 2025, d'après la Banque centrale du Mexique (Banxico). Les transferts de fonds vers le Mexique ont cumulé six mois consécutifs de baisse, avec une chute de 2,7 % g.a. en septembre (5,2 Mds USD). En particulier, le nombre d'envois (13,2 M) a diminué de 4,7 % g.a., tandis que le montant moyen des transferts de fonds (396 USD) a augmenté de 2,1 % g.a.. Les envois de fonds ont enregistré leur première baisse au cours des trois premiers trimestres de l'année (-5,5 % g.a.) depuis 2013. La baisse des *remesas* observée depuis avril 2025 s'expliquerait par (i) le ralentissement de l'économie américaine et le moindre dynamisme de son marché du travail ; (ii) les changements de comportements des travailleurs immigrés en lien avec le risque accru d'expulsion ; (iii) la baisse de l'émigration nette des Mexicains (déjà visible depuis 2023) ; (iv) le renforcement du peso mexicain face au dollar réduisant la valeur des fonds reçus par les foyers bénéficiaires (et dont tiennent compte les travailleurs mexicains aux États-Unis envoyant des fonds dans leur pays d'origine).

L'investissement a chuté de 8,9 % g.a. en août, enregistrant ainsi douze mois consécutifs de baisse et confirmant la faiblesse persistante de la formation de capital fixe. Selon l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI), la contraction mensuelle atteint 2,7 %, la plus forte depuis décembre 2024, tirée par le repli des dépenses en machines et équipements importés (-5,2 % g.m.), ainsi que par la baisse de la construction non résidentielle (-2,1 % g.m.) et résidentielle (-1,4 % g.m.). Ce recul s'inscrit dans un contexte de ralentissement plus large : l'économie mexicaine s'est contractée de 0,3 % au T3 2025. Entre janvier et août, l'investissement fixe accuserait une baisse cumulée de 7,3 %, alors qu'il progressait de 6,8 % sur la même période en 2024. La diminution est particulièrement marquée pour l'investissement public (-22,2 %), affecté par la stratégie de consolidation budgétaire du gouvernement fédéral visant à ramener le déficit de 5,7 % du PIB en 2024 à 4,2 % cette année. L'investissement privé recule également de 5,4 %, traduisant la prudence des entreprises face à un climat d'incertitude. Ce repli de

l'investissement contraste avec la légère reprise de la consommation privée, en hausse de 0,6 % sur un mois et de 0,9 % sur un an.

Selon l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI), l'indice de confiance du consommateur (ICC) s'est établi à 46,1 points en octobre 2025, en baisse de 3,2 points sur un an. Cette baisse confirme une détérioration des perceptions concernant la situation économique actuelle et future du pays, ainsi que des perspectives d'achat de biens durables dans un contexte économique moins favorable. Les données détaillées de l'enquête révèlent par ailleurs un pessimisme accru face à l'évolution des prix et de l'emploi. L'indicateur sur les anticipations d'inflation à douze mois s'établit à 17,4 points, en baisse de 2,9 points sur un an, tandis que celui relatif à la situation de l'emploi atteint 47,7 points, soit une chute de 5,3 points sur un an. À l'inverse, la capacité perçue d'épargne progresse légèrement, à 40,8 points (+1,8 point sur un mois).

Sectoriel

La société canadienne Solfium investira 10 M USD dans la construction d'une centrale solaire à Querétaro, au Mexique. Le projet devrait créer 150 emplois directs et 600 emplois indirects, avec des capitaux canadiens et locaux. Selon son PDG Andrés Friedman, cette initiative marque une étape clé vers une énergie plus propre et vise à promouvoir la transition énergétique. L'entreprise prévoit pour ses clients plus de 1,6 Md USD d'économies et une réduction de 3,5 millions de tonnes de CO₂, touchant plus de 2 500 PME. Le gouverneur de l'Etat, Mauricio Kuri, a salué cet investissement, affirmant que Querétaro veut devenir un leader mexicain de la transition énergétique. Solfium, qui développe des solutions technologiques pour la décarbonisation, espère faire du Mexique une plateforme d'innovation d'énergies renouvelables à impact mondial.

L'entreprise bio-pharmaceutique britannique GSK prévoit de multiplier jusqu'à dix fois son investissement en recherche clinique au Mexique dans les cinq prochaines années, sous réserve d'une amélioration du cadre réglementaire. L'entreprise investit actuellement environ 6,4 M par an dans le développement de protocoles de recherche. Son directeur médical au Mexique, Sigfrido Rangel, a salué les efforts des autorités pour accélérer les approbations, désormais réduites de six à trois mois grâce à la digitalisation des processus de la Commission fédérale pour la protection contre les risques sanitaires (Cofepris). GSK mène 90 projets cliniques dans le pays, couvrant notamment l'oncologie, le VIH, et les maladies respiratoires. Plus de 900 patients participent à ces études dans divers centres de recherche mexicains. L'entreprise, présente au Mexique depuis plus de 60 ans, affirme vouloir renforcer son engagement envers l'innovation et la santé publique.

L'opérateur espagnol Telefónica, qui dessert 23 millions de clients au Mexique sous la marque Movistar, a confirmé qu'il poursuit son processus de sortie du pays, entamé en 2019 dans le cadre d'une stratégie visant à se recentrer sur l'Europe. Selon son président exécutif Marc Murtra, la société quittera progressivement le

Mexique, le Chili et le Venezuela, après avoir déjà vendu ses activités en Argentine, Pérou, Uruguay et Équateur, et entamé sa retraite de Colombie. Malgré cette décision, Movistar México a enregistré au T3 2025 une hausse de 2,7 % de ses revenus de service, portée par une croissance de 9,1 % du segment post-payé et 129 000 nouveaux clients. Son Ebitda a bondi de 25,2 % sur un an, grâce à une réduction de 6,9 % des dépenses opérationnelles. Le directeur général Camilo Aya a souligné que l'entreprise maintient son engagement envers une connectivité inclusive et durable au Mexique. Telefónica continue par ailleurs de soutenir des initiatives locales telles que Alianza México Ciberseguro.

Finances publiques

Au cours des trois premiers trimestres de l'année, les recettes budgétaires ont augmenté de 7 % g.a. en termes réels et les dépenses publiques de 1 % g.a., selon le ministère des Finances. Les recettes fiscales ont également progressé de 7 % g.a. grâce à la hausse du taux de collecte dans un contexte de ralentissement de l'économie. Les revenus pétroliers auraient augmenté de 14,7 % g.a., mais si l'on exclut les transferts du gouvernement qui ont permis d'accroître les ressources de l'entreprise nationale pétrolière Pemex, la variation des revenus pétroliers est en réalité négative (-16,9 % g.a.). Le total des dépenses publiques effectuées au cours des trois premiers trimestres de 2025 a atteint 76 % du total approuvé pour l'année. Au cours de cette période, trois postes ont concentré 60 % des dépenses réalisées : les transferts fédéraux (30 %), les pensions (16,5 %) et le coût financier de la dette (13,5 %). L'investissement physique du secteur public a poursuivi sa tendance à la baisse (-32,5 g.a. de janvier à septembre). A fin septembre, la dette publique s'est élevée à 49,9 % du PIB et le déficit public à 48 Mds USD (contre 68 Mds USD à la même période de l'année dernière, ce qui représente une baisse de 30 % g.a.).

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	06/11/2025
Bourse (IPC)	0,78%	24,68%	63 378,51 points
Change MXN/USD	0,65%	-7,59%	18,65
Change MXN/EUR	0,42%	-0,39%	21,53
Prix du baril mexicain	-1,37%	-15,36%	56,77

Amérique centrale

Belize

Les importations béliziennes ont progressé de 8,6 % g.a. en septembre 2025 selon l'Institut Statistique du Belize. Elles sont passées de 231 M USD en septembre 2024 à 251 M USD en septembre 2025. Cette hausse a été tirée par les importations de machines et d'équipements de transport (+37 % g.a.). Les exportations ont également légèrement augmenté de 4,7 % g.a. en septembre et ont atteint 31 M contre 29,6 M USD en 2024. Les exportations de bovins ont notamment plus que doublé (+118 % g.a.), passant de 1,1 M USD à 2,4 M USD.

L'inflation a diminué de 0,2 % g.m. en septembre. Le secteur de l'alimentation et des boissons non alcooliques a enregistré la baisse la plus notable avec 0,4 % g.m. Au cours des 9 premiers mois de l'année, l'inflation a progressé de 1,2 % g.a., tirée par le logement et les utilités (+ 2,4 % g.a.), l'hôtellerie et la restauration (+ 2,2 % g.a.), les soins et les services de protection sociale (+2,9 % g.a.). A l'inverse, les prix dans les secteurs du transport et des services numériques ont respectivement diminué de 1,5 % g.a. et de 1,6 % g.a..

Costa Rica

Selon un sondage de la Coalition costaricienne des initiatives de développement (CINDE), l'insécurité serait devenue l'une des principales préoccupations des multinationales installées au Costa Rica. Près de 90 % d'entre elles citent désormais la sécurité, aux côtés du talent humain, des infrastructures et des coûts d'exploitation, comme un facteur critique d'investissement. La perception de la situation sécuritaire du pays est jugée négative : d'après une enquête de la Chambre des industries du Costa Rica (CICR), 7 entreprises sur 10 estiment que le Costa Rica est un pays « dangereux » ou « très dangereux », tandis que seulement 7,2 % le considèrent comme sûr. Les principaux problèmes évoqués concernent les vols, les cyberattaques et les agressions sur le trajet domicile-travail. En réponse, près des deux tiers des entreprises manufacturières déclarent avoir augmenté leurs dépenses de sécurité physique (64,5 %) et en cybersécurité (61,3 %). Une entreprise sur dix a même reporté ou réduit ses projets d'expansion dans le pays en raison de l'insécurité croissante.

El Salvador

L'économie salvadorienne a affiché une croissance de 5,5 % g.a. en août 2025 selon la Banque Centrale de Réserve (BCR). Il s'agit de la plus forte croissance mensuelle enregistrée depuis mars 2012, à l'exception de la récupération postpandémique. En août, la croissance a été soutenue par le secteur de la construction, qui a progressé de 30 % g.a. et de 20 % depuis le début de l'année. Sur les 9 activités économiques qui composent l'indice d'activité économique mensuel (IMAE), seul le secteur public enregistre une baisse de 1,7 % g.a., en lien avec la baisse des

investissements, alors que les dépenses publiques sont principalement orientées vers le remboursement des intérêts de la dette.

L'indicateur de risque pays EMBI a considérablement baissé depuis le début de l'année et a atteint 348 points en octobre. Il était de 390 points au début de l'année 2025, soit une diminution de 42 points. Il s'agit du plus bas niveau enregistré depuis mars 2018. L'indicateur EMBI du Salvador a baissé de 33 % g.a. et de 495 % depuis octobre 2022 (2072 points). Le risque pays émergents du Salvador demeure toutefois le cinquième plus haut en Amérique Latine et le premier en Amérique Centrale, devant le Honduras avec 300 points.

Les recettes liées à l'Impôt sur la valeur ajoutée (IVA) au Salvador ont progressé de 9,5 % g.a.. Cet impôt a permis de collecter 2,8 Mds USD, soit 44,5 % des recettes totales (6,4 Mds USD) entre janvier et septembre 2025. La progression des recettes de l'IVA s'explique par la conjonction de deux phénomènes : les flux importants d'envois de fonds (*remesas*) qui soutiennent la consommation privée et les achats de matériaux de construction, conséquences du dynamisme du secteur. L'impôt sur le revenu (ISR) constitue la deuxième source de recettes fiscales avec 2,7 Mds USD (42 % du total), celles-ci ayant progressé de 7,2 % g.a..

Les emplois créés par le secteur privé ont progressé de 4,3 % g.a. en juin 2025. Les secteurs de la construction et des activités immobilières se distinguent comme les plus dynamiques, avec des hausses respectives de 17,2 % g.a. et 13,9 % g.a. En juin, le Salvador comptait 1,03 M de travailleurs formels, soit une légère augmentation de 2,8 % g.a. Parallèlement, les créations d'entreprises ont augmenté de 4,2 % g.a., portant leur nombre total à 37 377. À l'inverse, l'emploi public a reculé de 2,1 % g.a..

Guatemala

Au cours des 9 premiers mois de l'année, 2,5 M de touristes ont visité le Guatemala selon l'Institut Guatémaltèque du Tourisme (INGUAT). Ce chiffre présente une augmentation de 7,24 % g.a.. Le Salvador est le premier pays d'origine des touristes avec 45 % du total (1,1 M), suivi par les Etats-Unis avec 20 % (490 000). Les autorités guatémaltèques prévoient une entrée de plus de 3,4 M de visiteurs étrangers pour l'année 2025, ce qui devrait représenter une progression comprise entre 12 et 13 % par rapport à l'année précédente.

Selon une étude réalisée par l'Universidad del Valle, les émissions générées par le parc automobile guatémaltèque coûtent 3,1 Mds annuels au pays, soit 3 % de son PIB. Chaque année, les véhicules routiers émettent 13,6 M de tonnes de CO2 au Guatemala. Le nombre de véhicules enregistrés a atteint 6,18 M en 2025, soit une progression de 108 % depuis 2015. L'Observatoire Economique Durable de l'Universidad del Valle a estimé que la pollution automobile représente un coût moyen de 175 USD pour chaque guatémaltèque en raison des conséquences sanitaires. Selon le rapport, la mise en place d'un plafond d'émissions ainsi que la

sortie du parc automobile des véhicules antérieurs à 1990 pourraient réduire le coût annuel de 1 Md USD pour le Guatemala.

L'Organisation des Etats Américains (OEA) a annoncé l'envoi d'une mission spéciale d'observation au Guatemala afin de renforcer la stabilité institutionnelle du pays. Le ministre guatémaltèque des Relations Extérieures, Carlos Martínez Alvarado, a dénoncé devant le Conseil permanent de l'Organisation des Etats Américains (OEA) les attaques du pouvoir judiciaire contre le parti présidentiel, évoquant notamment « *des menaces graves pesant sur l'ordre constitutionnel et démocratique du pays* ». Le ministre a dénoncé les agissements du juge Fredy Orellana et de la procureure Consuelo Porrás, visant à remettre en cause l'existence du parti présidentiel Semilla. Suite à cette intervention, le Secrétaire général de l'OEA, Albert Ramdín, a réaffirmé le soutien de l'organisation au gouvernement élu ainsi qu'au bon fonctionnement des institutions démocratiques.

Honduras

L'inflation accumulée au cours des dix premiers mois de l'année a atteint 4,25 % contre 3,29 % en 2024. L'inflation interannuelle entre janvier et octobre 2025 a quant à elle atteint 4,85 %, contre 4,05 % en 2024. Les subventions publiques sur les combustibles et l'électricité ont permis de contenir l'inflation, qui aurait atteint 5,5 % sans cette intervention étatique. L'inflation interannuelle se maintient dans la bande cible de la Banque centrale du Honduras (BCH) de 4.0 % (± 1.0).

Entre 2022 et 2024, le secteur manufacturier hondurien a perdu 33 411 emplois selon la Banque centrale du Honduras (BCH). Cette baisse est hétérogène : l'industrie textile est par exemple passée de 116 312 emplois à 82 834 (- 28,8 %). A l'inverse, le nombre d'employés de l'industrie des pièces automobiles a progressé de 17 %. La BCH a mis en cause la perte de compétitivité face à la concurrence de pays à plus faibles coûts ainsi que l'automatisation des processus de fabrication. La perte de vitesse du secteur manufacturier a entraîné une baisse de l'entrée de devises étrangères et une augmentation du taux d'informalité lié à la suppression de ces emplois.

Selon un rapport de la CEPAL et la BID, les dégâts provoqués par le passage de la tempête Sara en 2024 au Honduras ont atteint 249 M USD. Le secteur agricole a notamment concentré 49 % des dégâts et a accumulé des pertes financières évaluées à 81 M USD. Le Honduras a été le pays le plus affecté par les catastrophes climatiques en Amérique Latine et dans les Caraïbes entre 2020 et 2024. La CEPAL et la BID ont formulé quatre recommandations alignées avec le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes 2015-2030 : (i) comprendre le risque de catastrophe, (ii) renforcer la gouvernance du risque, (iii) investir dans la réduction du risque pour accroître la résilience et (iv) améliorer la préparation face aux catastrophes. Il souligne notamment la nécessité de mettre à jour la base de données hondurienne des catastrophes, dont la dernière révision remonte à 2015.

Nicaragua

Le régime Ortega-Murillo a proposé la création des Zones Économiques Spéciales (ZES) de la Nouvelle route de la soie (« Franja y la Ruta »), dans le cadre d'une initiative législative déposée devant l'Assemblée. Il s'agit d'établir un régime spécial d'incitations fiscales, douanières et administratives pour les entreprises qui investissent dans le pays. L'initiative prévoit une exonération totale de l'impôt sur le revenu et des dividendes pendant dix ans, renouvelable indéfiniment. Elle accorde également une exonération complète des droits de douane, taxes à la consommation et TVA sur les importations et achats locaux de biens et services destinés à l'exploitation des entreprises. Inspiré de l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie, le projet sandiniste vise avant tout à renforcer l'attraction des investissements chinois au Nicaragua.

Le Parlement nicaraguayen a approuvé l'octroi d'un prêt de la Banque centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) pour un montant de 138 M USD. Ces ressources serviront à financer le « XI Programme d'Extension et d'Amélioration des Routes », mis en œuvre par le ministère des Transports et des Infrastructures. Ce programme, inscrit dans le Plan national de lutte contre la pauvreté pour le développement humain, prévoit l'extension et l'amélioration de 52,52 km de routes au Nicaragua, réparties en cinq projets d'infrastructure routière.

Panama

Le Conseil de cabinet a autorisé le Banque interaméricaine de développement (BID) à accorder à l'État un emprunt pouvant atteindre 350 M USD, destiné à soutenir le budget général de l'exercice 2025. Ce financement s'inscrit dans le cadre du programme d'amélioration du système de pensions du Fonds de sécurité sociale (CSS), dont l'objectif est de renforcer la viabilité du régime « Invalidité, Vieillesse et Décès » (IVM). Ce prêt vise ainsi non seulement à alléger les contraintes budgétaires de l'État à court terme, mais aussi à amorcer une trajectoire durable de financement du système IVM : en renforçant son assise financière et en poursuivant une amélioration de sa couverture et de l'adéquation des prestations, conformément aux recommandations de la BID.

Entre janvier et août 2025, le Panama aurait enregistré une hausse de 8,9 % des arrivées touristiques, confirmant le rôle du tourisme comme pilier de la croissance économique. Le secteur représenterait désormais près de 10 % du PIB du pays. Ce rebond s'expliquerait par les campagnes internationales de promotion du pays, la mise en avant de l'écotourisme et la capture de grands événements mondiaux, tels que le Forum économique international organisé par la Banque de Développement d'Amérique Latine et des Caraïbes (CAF), présenté comme le « Davos latino-américain ». Sous la coordination de l'Autorité du tourisme du Panama (ATP), de Promtur et des principaux acteurs du secteur, le pays déploie une stratégie globale de promotion internationale, alliant marketing numérique, alliances avec les

compagnies aériennes et les agences de voyages, et positionnement du Panama comme hub régional pour les congrès et conventions.

Selon le Secrétariat national de l'énergie (SNE), 75 % de l'énergie produite au Panama au cours des huit dernières années proviendrait de sources renouvelables.

Cette progression s'expliquerait notamment par la construction de nouveaux parcs photovoltaïques. L'entreprise publique ETESA a par ailleurs lancé un appel d'offres pour la production d'énergie éolienne ou hydraulique sur une période de 20 ans. La remise des offres est prévue pour début 2026, avec une mise en service des centrales en 2029. Le groupe allemand EKA aurait déjà manifesté son intérêt, annonçant un investissement de 20 M USD. En 2025, le mix énergétique panaméen reste dominé par l'hydraulique (60 %), suivi du gaz naturel (17 %), des énergies renouvelables non conventionnelles, solaire et éolienne, (13 %) et des centrales thermoélectriques traditionnelles (10 %).

Caraïbes

Cuba

L'ouragan Melissa, qui a frappé Cuba le 29 octobre, a causé des dégâts considérables dans l'Est de l'île, accompagné de pluies torrentielles, d'inondations massives et de vents atteignant 195 km/h. Les zones côtières et montagneuses ont été particulièrement touchées par des crues soudaines et des glissements de terrain, entraînant l'évacuation de plus de 750 000 personnes. À ce stade, aucune victime n'a été officiellement signalée, mais les autorités font état de destructions d'habitations, de coupures d'électricité, de pertes d'accès à l'eau potable et de lourds dommages agricoles. Un premier bilan indique que plus de 45 000 logements ont été affectés, tandis qu'une épidémie d'arbovirus en cours accentue les risques sanitaires. Face à l'ampleur des besoins, la société civile s'est rapidement mobilisée pour acheminer des produits de première nécessité vers les sinistrés, tandis que les structures d'État s'efforcent de rétablir les communications et les services vitaux dans les zones isolées. Le Système des Nations Unies a annoncé l'envoi d'une aide humanitaire d'urgence, dont une première livraison de kits d'hygiène et de soins médicaux arrivée le 1^{er} novembre. Le Venezuela a expédié 26 tonnes d'aide et prévoit l'envoi prochain de plus de 3 000 tonnes supplémentaires, tandis que la Colombie a dépêché un navire transportant 246 tonnes de denrées, de carburant et d'eau potable. Le secrétaire général de l'ONU a également autorisé le déblocage de 4 M USD du Fonds d'urgence humanitaire pour Cuba et Haïti. Les États-Unis ont, de leur côté, proposé une aide de 3 M USD, qui sera distribuée en coordination avec l'Église catholique pour soutenir les populations les plus touchées.

Jamaïque

L'ouragan Melissa, de catégorie 5, devrait avoir un impact majeur sur les prix en Jamaïque, en particulier sur les denrées alimentaires. Bien qu'aucun rapport officiel n'ait encore été publié, les premières données indiquent déjà une hausse des prix des fruits, légumes et produits de base, conséquence directe de la destruction des zones agricoles de St Elizabeth et de Westmoreland. Ce choc intervient dans une économie déjà dépendante des importations alimentaires, qui couvrent plus de 60 % de la consommation intérieure, accentuant la vulnérabilité face aux perturbations logistiques et aux tensions sur le taux de change. Selon Enki Research, les dommages provoqués par Melissa s'élèveraient à 7,7 Mds USD soit près de 30 % du PIB, un niveau confirmé par le Premier ministre Andrew Holness. La destruction partielle des infrastructures touristiques, notamment à Montego Bay, prive par ailleurs le pays d'une source cruciale de devises, ce qui pourrait amplifier les tensions inflationnistes. Les autorités disposent toutefois d'une capacité de réponse financière estimée à 820 M USD grâce aux réserves, lignes de crédit et instruments d'assurance régionaux. Avant le passage de l'ouragan, le FMI anticipait une croissance de 2,1 % et une inflation de 4,2 % en 2025. Ces prévisions devraient être révisées, l'ampleur du choc laissant entrevoir un ralentissement marqué de la croissance et une accélération des prix dans les mois à venir.

République Dominicaine

Le secteur électrique dominicain s'impose comme un élément central de toute réforme fiscale envisagée. En 2024, les transferts de l'Etat vers les entreprises publiques de distribution d'électricité (EDE) auraient atteint environ 1,5 Md USD, représentant 1,4 % du PIB et 44 % du déficit budgétaire, en hausse par rapport à 2023. Le projet de budget pour 2026 prévoit une enveloppe réduite d'environ 1,3 Md USD, répartis entre Edenorte (358 M USD), Edesur (398 M USD) et Edeste (572 M USD), cette dernière concentrant la majorité des pertes. Pourtant, le secteur électrique reste confronté à des défis majeurs : des pertes techniques et commerciales élevées (41,8 % en juillet 2025), une tarification inférieure aux coûts réels et une inefficacité persistante des opérateurs publics. En 2025, le tarif moyen de vente s'est établi à 16,6 c USD/kWh (-1,8 % sur un an) tandis que le coût moyen d'achat demeure stable à 15,1 c USD/kWh, limitant fortement les marges d'exploitation. Cette dépendance structurelle aux subventions alourdit la trajectoire budgétaire, réduit la capacité d'investissement de l'Etat dans d'autres secteurs et pénalise la compétitivité des entreprises, confrontées à un approvisionnement électrique coûteux et peu fiable. Face à cette situation, les autorités envisagent d'intégrer à la réforme fiscale des mesures pour réduire les pertes, améliorer la gouvernance des EDE et cibler plus efficacement les subventions vers les ménages vulnérables. À moyen terme, la consolidation du secteur électrique s'impose comme une priorité pour restaurer la crédibilité budgétaire et renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs.

Pour la période 2025-2028, le gouvernement dominicain a annoncé un investissement d'environ 2,3 Mds USD dans le secteur des transports, soit 27,2 % du budget total du Plan pluriannuel du secteur public. Ce choix stratégique, qui prévoit la réalisation de 368 projets, confirme la place centrale des infrastructures de transport dans la politique nationale de développement, visant à améliorer la mobilité urbaine et réduire la congestion dans le Grand Santo Domingo et d'autres régions du pays. Le ministère des Travaux publics et des Communications (MOPC) sera le principal bénéficiaire avec près de 1,7 Md USD alloué à 341 projets. L'Office pour le réaménagement des transports (OPRET) gèrera, quant à lui, l'équivalent de 480 M USD pour quatre projets majeurs. Les deux institutions concentrent près de 98 % des fonds alloués au secteur. Les quatre autres institutions concernées se partageront les 2 % restants. L'essentiel des investissements (plus de 95 %) sera consacré à des infrastructures physiques comme la construction et la modernisation du réseau routier ainsi que l'amélioration des systèmes de transport urbain. Les programmes de développement du capital humain et de création de connaissances ne représenteront respectivement que 4,6 % et 0,13 % des montants alloués. Côté financement, le gouvernement central fournira 72 % des fonds, les entreprises publiques non financières 21 %, et les institutions décentralisées et la sécurité sociale 6,4 % et 0,7 %. Ces investissements s'inscrivent dans une stratégie globale pour transformer le système de transport public, améliorer la qualité de vie des citoyens et stimuler l'économie locale, notamment par la création d'emplois directs et indirects.

Trinité-et-Tobago

Trinité-et-Tobago traverse un tournant décisif, alors que son modèle économique, longtemps fondé sur le pétrole, montre des signes d'essoufflement. Dans les années 1930, l'île produisait 40 % du pétrole de l'Empire britannique, soit près de 278 000 barils par jour. Aujourd'hui, la production n'atteint plus que 54 000 barils par jour. Selon le ministère des Finances, les revenus issus de l'énergie auraient chuté de 48,4 % sur le dernier exercice fiscal. Face à cette situation, le gouvernement miserait en partie sur la diversification et les énergies propres en développant notamment une stratégie en matière d'hydrogène vert (2022) et des projets de parc éolien offshore. L'objectif serait d'atteindre 30 % d'énergie renouvelable d'ici 2065. Cependant, la stratégie reste ambiguë. Alors que les réserves de gaz pourraient s'épuiser d'ici dix ans selon un rapport américain (Ryder Scott Report), l'attrait pour les hydrocarbures demeure et le gouvernement continue d'encourager l'exploration. Port-d'Espagne envisage par exemple avec ExxonMobil un accord d'exploration sur 7 000 km² en eaux profondes. Cette orientation suscite les critiques d'écologistes et d'économistes, inquiets des risques environnementaux et financiers dans une région particulièrement exposée aux dérèglements climatiques.

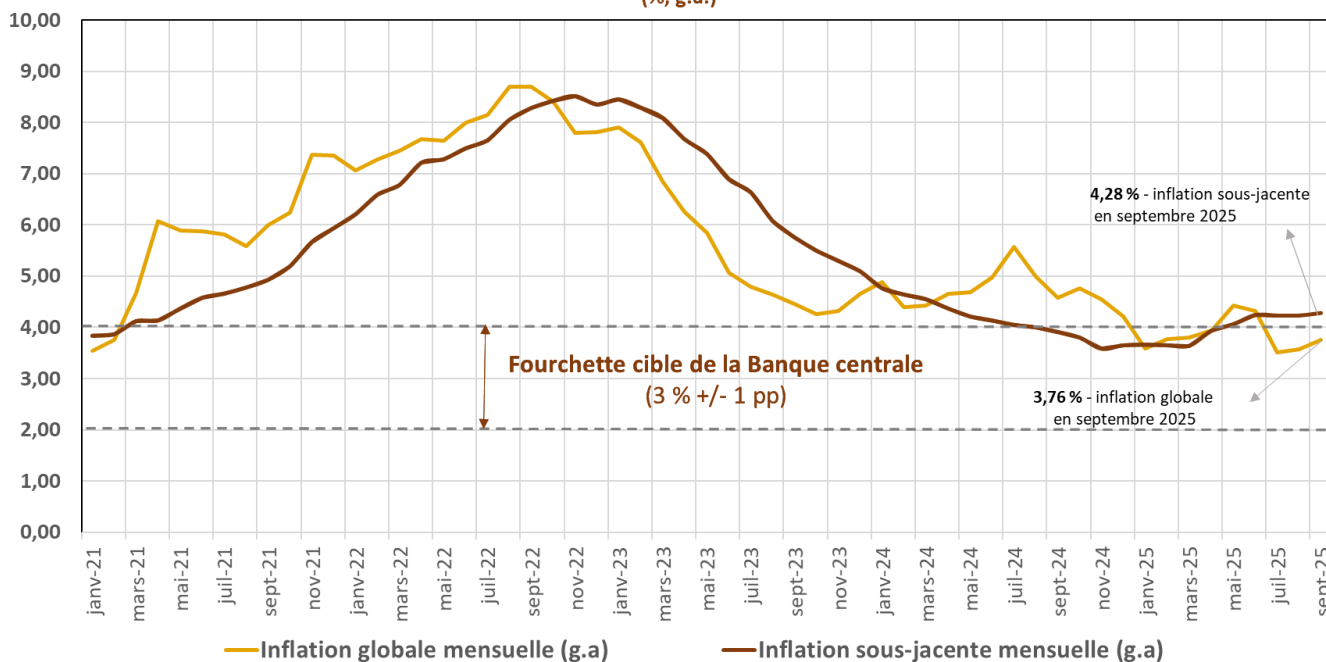
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,25%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	4,00%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

- Annexe Graphique Mexique -

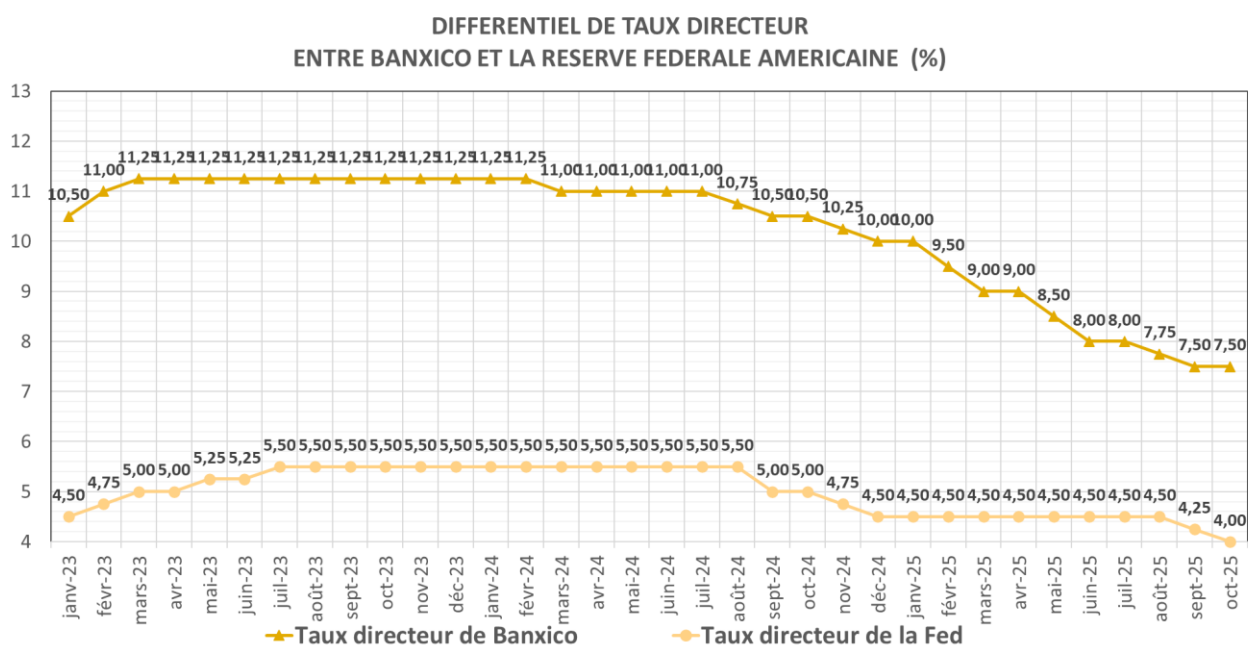
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (% g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

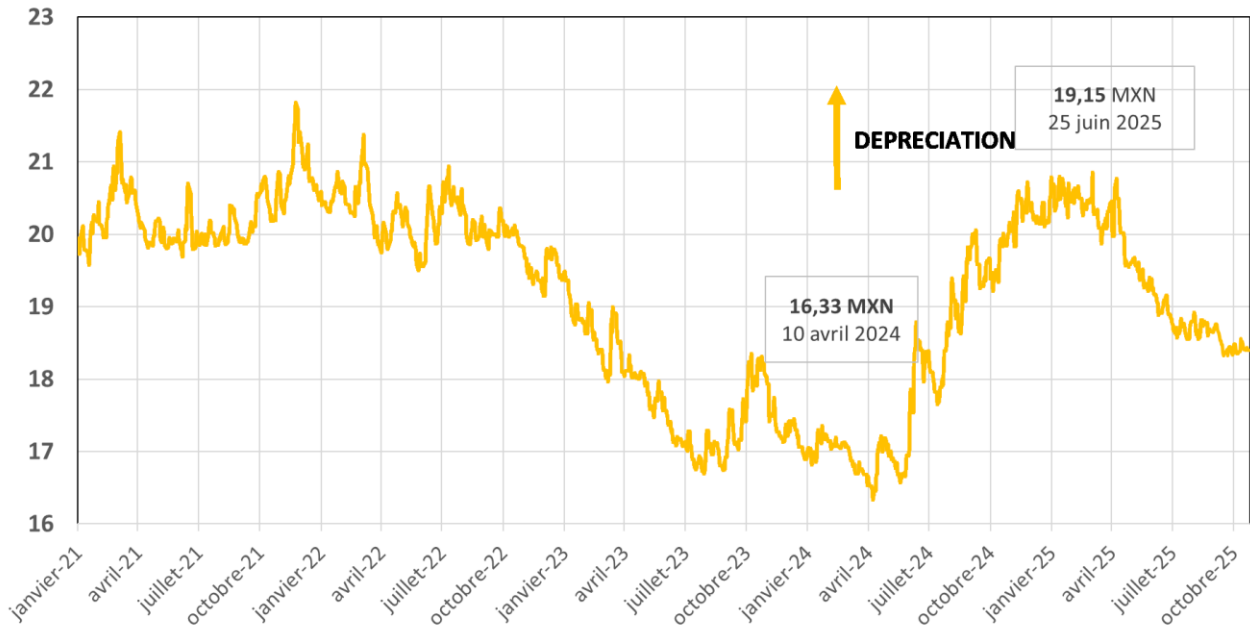
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

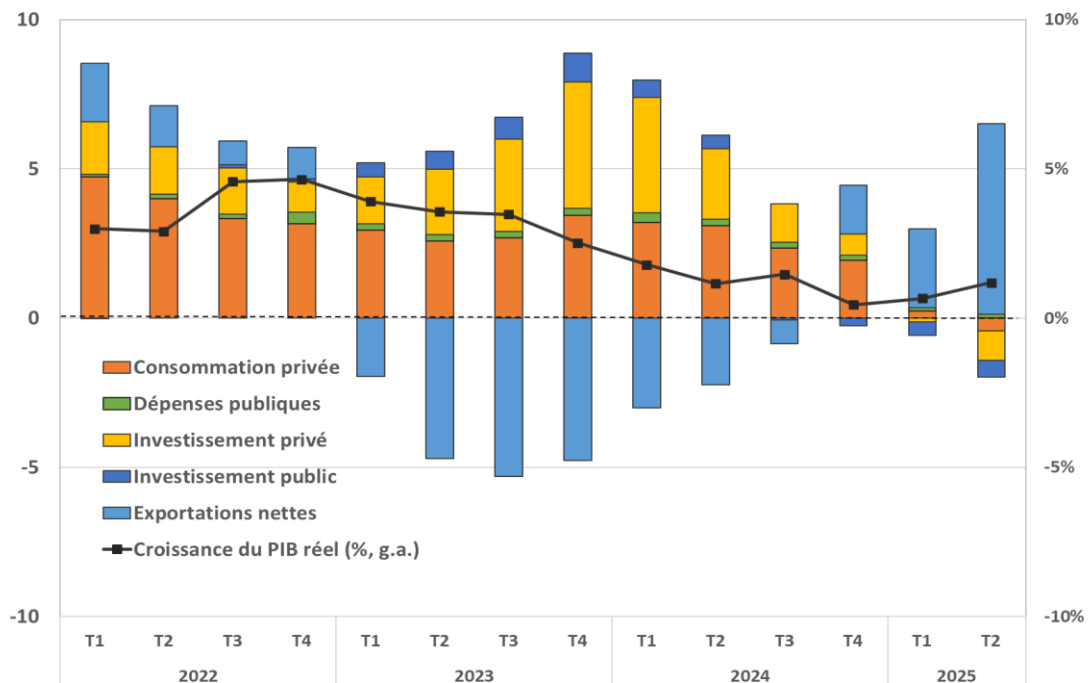
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

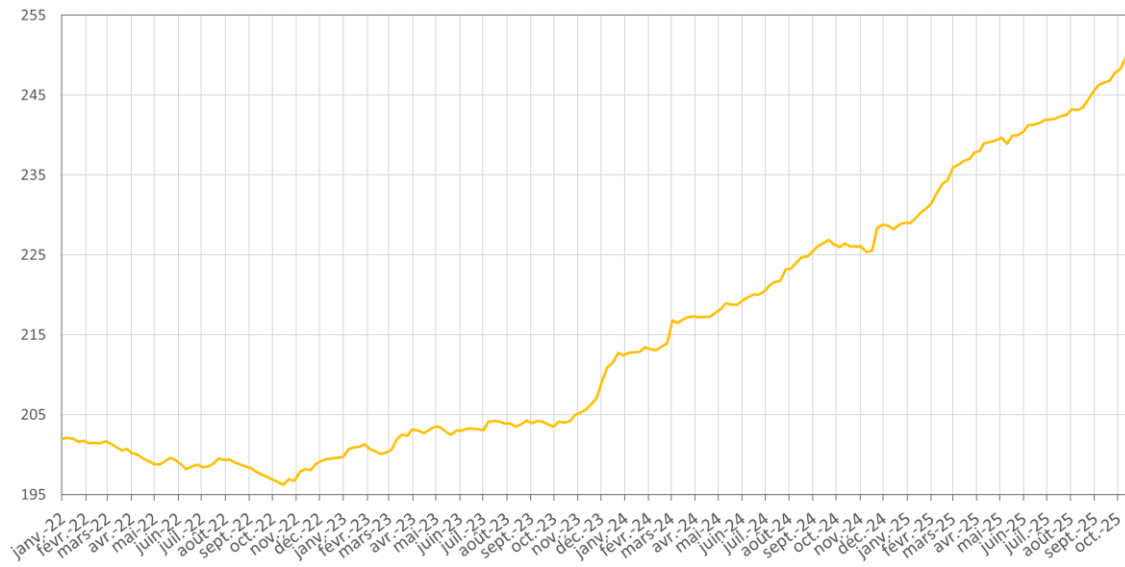
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr